

Actualités

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **27 (1935)**

Heft 10

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Actualités.

Etant donné son importance, nous tenons à commenter brièvement la **votation sur la revision totale** de la Constitution fédérale. Cette votation a été la bienvenue pour nous, car c'est la première fois que les forces démocratiques de notre pays avaient l'occasion de se mesurer avec les anti-démocrates. Il est vrai que la ligne de démarcation n'a pas été aussi nettement marquée, du fait qu'un groupe de partisans de la revision, les jeunes libéraux, se plaça sur le terrain démocratique et rejeta une limitation des principes du libéralisme spirituel. Il faudrait donc soustraire des partisans de la revision ceux qui, le 8 septembre, suivirent le mot d'ordre des jeunes libéraux, ce qui n'est pas possible parce qu'on ne les connaît pas. D'ailleurs, les résultats ont permis d'établir qu'ils sont vraisemblablement très peu nombreux.

Avant la votation, la presse conservatrice a prétendu à diverses reprises que l'on se rendait fort bien compte que la revision totale ne serait pas acceptée du premier coup et qu'une seconde initiative ne tarderait pas à être lancée. La votation passée, ces propos ont cessé. Le résultat a été si net, qu'il se passera du temps avant que nous soyons appelés à nous prononcer à nouveau sur ce sujet. Il est vrai qu'au Palais fédéral, la question s'est posée si l'on n'en viendrait pas à présenter à l'Assemblée fédérale une proposition de revision totale. Nous ne croyons pas qu'une tentative de ce genre aura davantage de chance de succès. Au contraire, on ne pourrait même pas arguer, comme le font actuellement les initiants, que le projet ne vient pas de Berne. Et, si les catholiques-conservateurs pensent mieux réussir une autre fois avec un projet tenant compte de certaines suggestions radicales et que la droite de ce parti accepterait, ce serait, à notre avis, une fausse manœuvre. On ne pourra jamais procéder à une revision totale de la Constitution fédérale envers ou même contre la classe ouvrière.

*

Il suffit de comparer les résultats de la votation du 8 septembre à ceux du 2 juin pour voir **qui a le peuple derrière lui**. Nous citerons notamment les cantons dans lesquels les catholiques-conservateurs exercent une influence prépondérante. Le nombre des partisans de l'initiative de crise et de la revision totale dans ces cantons a été:

	Nombre de Oui	
	Initiative de crise	Revision totale
Lucerne	13,431	10,658
Uri	1,868	1,534
Schwyz	4,035	2,759
Obwald	812	1,286
Nidwald	593	870
Zoug	2,679	1,851
Fribourg	7,519	11,616
Valais	9,370	9,262
	40,307	39,836

Dans ces régions conservatrices où le Parti catholique-conservateur remporte toujours une très forte majorité lors d'élections (à part Uri et Zoug), le nombre des électeurs qui ont suivi le mot d'ordre des catholiques-conservateurs n'est même pas aussi élevé pour la revision totale qu'il ne l'a été pour l'initiative de crise. Dans les cantons de Lucerne, Uri, Schwyz, Zoug et Valais, le Front du travail s'est avéré le plus fort. Les résultats dans d'autres cantons où la réaction est très répandue, ne sont pas moins intéressants:

	Nombre de Oui	
	Initiative de crise	Revision totale
Glaris	2,282	1,261
St-Gall	24,729	20,888
Vaud	29,845	26,760

Ici aussi les oui pour l'initiative de crise dépassent ceux pour la revision totale, bien que les partis qui appuyèrent la dernière votation, réunissent généralement la majorité des électeurs, du moins dans le canton de Vaud. Fribourg, Obwald et Nidwald ainsi qu'Appenzell R. I. sont les seuls cantons qui, le 8 septembre, ont fourni davantage de oui que lors du 2 juin.

*

Le bloc du travail et de la démocratie s'est révélé, dans un temps relativement court, à l'occasion de plusieurs votations fédérales importantes, comme un puissant rempart. Il y a deux ans il s'est affirmé par 504,000 voix contre la baisse des salaires. Malgré les circonstances les plus difficiles, il a tenu tête à la réaction par 425,000 oui pour l'initiative de crise et c'est par 512,000 non qu'il a repoussé l'attaque des frontistes et des conservateurs dirigée contre la Constitution fédérale. Bien que jusqu'ici on ne soit pas encore parvenu à jeter dans la balance une majorité affirmative, il est un fait certain, c'est que les groupes des ouvriers, des employés et des paysans qui ont voté pour l'initiative de crise, rejeteront tout projet contraire à leurs revendications.

Nous avons calculé la puissance de ce bloc dans chaque canton par rapport à l'adversaire, en comparant le nombre des oui et des non lors des votations importantes. Le résultat de ce calcul est des plus intéressants puisqu'il permet de se rendre compte des cantons où ce bloc dispose de la majorité et où il est encore trop faible.

Pourcentage des voix favorables :

	pour l'initiative de crise le 2 juin 1935	contre la révision totale le 8 sept. 1935	contre la baisse des salaires 28 mai 1933
Bâle-Campagne	57,8	86,9	72,3
Berne	53,6	84,4	62,4
Schaffhouse	53,1	78,2	53,2
Bâle-Ville	52,7	80,9	76,7
Soleure	50,3	68,9	66,9
Zurich	49,1	81,2	57,1
Argovie	48,0	78,1	53,8
Grisons	47,0	67,8	52,6
Appenzell Rh. Ext.	40,8	86,2	34,9
Neuchâtel	40,6	70,5	48,1
Genève	38,1	55,8	58,5
Thurgovie	37,3	74,3	38,6
St-Gall	37,2	64,1	46,6
Tessin	34,5	64,2	61,9
Zoug	33,9	64,8	59,5
Vaud	32,5	66,9	45,5
Valais	31,4	44,4	43,4
Uri	29,3	59,2	76,2
Lucerne	29,1	61,6	57,3
Schwyz	29,0	64,3	54,8
Glaris	26,1	79,6	41,7
Fribourg	22,0	45,1	39,9
Appenzell Rh. Int.	18,8	49,8	23,3
Obwald	18,1	46,3	41,1
Nidwald	17,9	56,4	40,9
Total	42,9	72,4	55,1

La liste des cantons est établie suivant le rang découlant des résultats de la votation du 2 juin. Fait intéressant, c'est que le classement pour la votation du 8 septembre reste le même. Cependant le pourcentage des voix rejetantes pour la revision totale est d'environ 30% supérieur au nombre des oui pour l'initiative de crise; conformément au mot d'ordre des partis, un front très large s'est opposé à la revision totale. Lors de la votation du 28 mai 1933, les conditions sont à peu près les mêmes dans chaque canton. Néanmoins à cette occasion, certains cantons, en particulier Uri, accusent un résultat favorable dû à des circonstances spéciales.

Les cantons de Bâle-Campagne, Berne, Schaffhouse, Bâle-Ville et Soleure qui figurent en tête de liste ont répondu au mot d'ordre du Front du travail lors de toutes ces votations et se sont ainsi avé-

rés comme sûrs piliers du mot d'ordre « pour le travail et la démocratie ». Dans d'autres cantons, tels que Zurich, Argovie et Grisons, la majorité n'est pas loin d'être atteinte et on devrait pouvoir, grâce à une propagande plus intense, obtenir là aussi la majorité des électeurs.

Nous recommandons aux organisations cantonales d'étudier attentivement la liste ci-dessus.

La crise économique mondiale vue par le Bureau international du Travail.

Par le Dr *W. Wolff*.

Dans le rapport que vient de publier le directeur du Bureau international du travail sur la politique sociale internationale au cours de l'année dernière, ce dernier s'arrête également sur le développement récent de la crise économique mondiale. Lors même que la cinquième année de crise s'est terminée sans amener l'amélioration définitive tant espérée, écrit le directeur du Bureau international du travail dans l'introduction, 1934 comparée à l'année précédente, accuse néanmoins un progrès indéniable. Dans la plupart des pays, le chômage fut en régression, la production augmenta et la situation des marchés se stabilisa. Dans les pays qui en 1933 subissaient déjà une légère amélioration, les progrès se sont accentués au cours de l'année dernière et dans certains, tout permettait d'espérer la disparition prochaine de la crise. Nulle part ne se sont produits des bouleversements sociaux et économiques tels que la révolution allemande et la crise américaine en 1933. Nous sommes donc en droit de dire que la vie économique internationale reprend son cours normal. Mais pour le bien-être général, c'est sur un autre cours encore qu'elle doit s'engager. (Et, une fois de plus la guerre menaçante compromettra le chemin parcouru. Réd.)

Pour le moment le processus d'assainissement s'accomplit superficiellement. Depuis 1933, le commerce mondial s'est à peine amélioré. D'immenses réserves de capitaux demeurent inemployés et malgré la consolidation du cours des effets de change les relations commerciales entre les pays sont encore sensiblement instables. Presque partout on continue à amasser l'argent liquide, non plus il est vrai dans la même mesure que lors de la crise bancaire américaine. Les sources de crédit internationales sont encore plus ou moins taries. Ce sont là tous des faits qui démontrent que l'on n'a pas encore grande confiance dans la durée et la garantie qu'offrent les progrès réalisés.

Si certains Etats ont gagné du terrain, c'est au détriment des autres et parmi la plupart d'entre eux l'irritation n'a fait que gran-